

Questions orales

M. Gormley: Allez-vous finir par poser votre question cet après-midi?

M. Axworthy: Pourquoi le gouvernement est-il prêt à éroder les droits de notre Parlement et à mettre les Canadiens dans une position fort désavantageuse par rapport aux Américains et à leur loi commerciale, au lieu d'adopter une attitude prudente et responsable et de veiller à ce que les deux projets de loi soient du moins présentés en même temps de sorte que nous puissions voir où résident les avantages et les désavantages?

● (1430)

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, j'en reviens à l'observation que j'ai déjà faite. Le député de Winnipeg—Fort Garry ne croit manifestement pas que notre Parlement est souverain, contrairement à nous. Nous estimons que nous devrions prendre les mesures que nous croyons, en tant que gouvernement et en tant qu'assemblée législative, devoir prendre pour notre pays.

On peut toujours se demander combien de Canadiens sont en faveur de l'accord de libre-échange et combien sont contre. Or les sondages effectués révèlent l'un après l'autre qu'il y a plus de Canadiens qui souhaitent voir l'accord mis en application qu'il n'y en a qui s'y opposent.

Or c'est le cas de l'opposition. Encore une fois, les députés d'opposition appuient un camp perdant. Ils veulent déchirer l'accord de libre-échange, alors que les Canadiens veulent le voir mettre en oeuvre, et c'est ce que nous faisons.

M. Axworthy: Monsieur le Président, si la ministre est en train de nous dire que la décision du gouvernement est dictée par les sondages, alors je voudrais lui faire remarquer qu'il y en a eu un, la semaine dernière, qui montrait que 65 p. 100 des Canadiens veulent des élections sur cette question. Nous ne pouvons que conclure que le gouvernement a peur de soumettre l'accord à la population, et c'est précisément le cas.

L'ÉNERGIE—L'ÉTUDE DU MANITOBA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le ministère de l'Énergie de la province du Manitoba a publié hier une étude qui fait ressortir que si l'accord de libre-échange avait été en vigueur pendant la dernière crise de l'énergie, de 1979 à 1982, il aurait coûté aux Canadiens 72,6 milliards de plus, car nous n'aurions pas pu donner aux consommateurs canadiens l'appui et la protection qui étaient disponibles alors.

Le gouvernement a-t-il entrepris des études de ce genre pour confirmer ce fait? Déposera-t-il le résultat de ces études? Pourrait-il nous dire ce qu'il en coûterait aux consommateurs canadiens s'il y avait une autre crise énergétique après l'adoption de l'accord? Serait-ce encore 72,6 milliards de dollars?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, le député de Winnipeg—Fort Garry

aime bien poser des questions hypothétiques—«s'il avait été en vigueur», «s'il y avait une autre crise», etc.

Franchement, en ce qui concerne l'énergie, nous avons vu exactement ce qu'il en a coûté aux Canadiens au début des années 1980, et particulièrement aux gens de l'Ouest, puisque le gouvernement libéral a mis en oeuvre un programme énergétique qui a sérieusement nui à ce pays sur le plan économique.

Nous parlons de la réalité de la situation plutôt que de questions hypothétiques. Nous savions que le programme énergétique national devait être éliminé et nous savons que cet accord doit être ratifié.

L'EAU—LE TÉMOIGNAGE DE L'AMBASSADEUR

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai aussi une question pour le premier ministre suppléant. Le 16 juin, le ministre du Commerce extérieur a déclaré que l'eau n'était pas visée par l'accord de libre-échange.

Hier soir, l'ambassadeur Ritchie a laissé entendre dans une réunion de comité que des études étaient faites relativement à l'exclusion de l'eau dans cet accord. En fait, il a indiqué qu'une proposition technique avait été élaborée relativement à cette question, et il a confirmé qu'un fonctionnaire d'un autre ministère avait déclaré avec beaucoup de fierté avoir participé à ces travaux.

Pourquoi le gouvernement a-t-il toujours soutenu que les eaux étaient exclues de l'accord de libre-échange, alors que ce travail préparatoire était effectué, selon les dires de notre ambassadeur?

L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications): Monsieur le Président, je répète encore une fois que les eaux et leur détournement n'ont jamais été visés. Je rappelle pour le député que les eaux n'ont jamais été visées par l'accord. J'espère qu'il le comprend bien.

En fait, nous avons présenté pour la première fois une politique qui précise très clairement qu'il ne doit pas y avoir d'exportation de quantités importantes d'eau dans notre pays.

J'aimerais aussi souligner que M. Ritchie a dit hier soir qu'il n'y avait rien dans l'accord qui soit de nature à empêcher le gouvernement de mettre en oeuvre sa politique concernant l'eau. En d'autres termes, les dispositions législatives ayant trait à cette politique pourraient s'inspirer des déclarations et des politiques qui ont déjà été formulées, mais elles ne font pas partie de l'accord de libre-échange.

ON DEMANDE DE PRÉSENTER UNE MESURE SUR L'EAU

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le fait est, naturellement, que c'est précisément ce que l'ambassadeur Ritchie a dit ensuite. Il a déclaré que rien n'interdisait de prendre des mesures pour empêcher ces transferts d'eau d'un bassin à l'autre qui menacent maintenant les Grands Lacs.